

Questions orales

M. Axworthy: Ce n'est pas moi, mais bien le premier ministre, qui vient tout juste de changer d'idée.

M. Dick: Dites la vérité.

M. le Président: J'invite le député à poser sa question.

M. Axworthy: Monsieur le Président, mettons le premier ministre à l'épreuve. Un fonctionnaire fédéral a dit qu'on débloquerait environ 82 millions de dollars pour la construction d'une aluminerie au Québec. Nous sommes d'accord et c'est un engagement louable de sa part. Le premier ministre donnerait-il exactement la même garantie aujourd'hui au Manitoba qui a besoin de moyens de transport pour faire construire une aluminerie? Promettra-t-il autant au Manitoba qu'il a promis au premier ministre du Québec et à ses électeurs le week-end dernier?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je rappelle encore à mon collègue qu'il a tort sur toute la ligne...

M. Axworthy: Voyons la transcription du discours.

M. Mulroney: Est-ce à dire que vous commentez mes propos sans avoir la transcription de mon discours?

M. Axworthy: Pourquoi ne le lisez-vous pas?

M. Mulroney: Je l'ai en main et je peux vous assurer que ce que vous avez laissé entendre à propos du premier ministre Bourassa et de moi-même est complètement faux.

M. le Président: Les députés auraient-ils l'obligeance de s'adresser à la Présidence? Le premier ministre a la parole.

M. Mulroney: Monsieur le Président, le député a parlé de la transcription de mon discours. Je vais la lui remettre. Voici le texte de mon allocution: «J'ai rencontré hier à Montréal le premier ministre Bourassa, et nous avons discuté d'un projet d'aluminerie qu'étudie actuellement un consortium international. La décision sera prise, bien sûr, par les investisseurs eux-mêmes, mais le premier ministre et moi avons convenu de favoriser Sept-Iles comme emplacement de ce projet d'aluminerie».

M. Axworthy: Faites-en autant pour le Manitoba.

Des voix: Continuez.

M. Mulroney: Je ne demande pas mieux que de continuer: «Le gouvernement fédéral suit l'évolution de cette initiative avec beaucoup d'intérêt. Ce projet, parrainé par des investisseurs internationaux de grande réputation, créerait de nombreux emplois et aurait un impact économique considérable sur Sept-Iles, la Côte-Nord et tout le Québec. Voilà qui prouve encore qu'un climat politique stable et des marchés faciles d'accès attirent l'investissement privé».

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Le gouvernement et les entrepreneurs privés du Manitoba n'ont pas encore présenté une telle demande ni au cabinet ni au gouvernement du Canada. Mais tout projet de leur part sera accueilli favorablement par le gouvernement du Canada si les critères sont respectés. Nous nous intéressons

beaucoup à la politique de développement industriel du premier ministre Filmon qui sera certes très avantageuse pour le Manitoba.

Mon collègue a fait allusion à la surprise des gens de Sept-Îles.

M. Axworthy: C'est vrai.

M. Mulroney: Ils seront surpris d'entendre un porte-parole libéral dénigrer aujourd'hui une tentative louable...

M. Axworthy: Vous avez retiré votre garantie.

M. Mulroney... du gouvernement du Canada pour combattre l'acuité du chômage dans cette région. Mon collègue a pour devise: «Laissez les gens décider». *Le Free Press* de Winnipeg assure qu'elle devrait être «Dites la vérité aux gens».

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Pourquoi ne dites-vous pas vous-même la vérité aux gens de votre circonscription?

● (1430)

ON DEMANDE QUE LE PREMIER MINISTRE FAVORISE LE MANITOBA POUR L'IMPLANTATION D'UNE ALUMINERIE

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, en général, le premier ministre s'est montré très prudent à ce sujet. L'une des choses qu'il s'est bien gardé de dire, c'est qu'il favoriserait le Manitoba en tant que site pour l'implantation d'une aluminerie. Je ne suis pas certain, comme l'affirme le député de Winnipeg—Fort Garry, qu'il y ait eu une volte-face de la part du premier ministre, à moins, bien entendu, que celui-ci ne prenne la parole pour affirmer qu'en effet, il favorisera le Manitoba comme site pour l'installation d'une aluminerie.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, les hommes politiques essaient généralement des critiques à cause de ce qu'ils ont dit; simple question de justice. Or, mon hon. ami m'éreinte pour ce que je n'aurais pas dit.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Nous avons reçu une proposition du gouvernement du Québec. Comme les représentants du Manitoba l'ont dit, ils étaient au courant de la proposition québécoise depuis de nombreuses années. Ce n'est pas un secret. Des hommes d'affaires du secteur privé du Japon, d'Europe et des États-Unis et la Société générale d'investissements du Québec ont formé un consortium qui propose de construire une aluminerie quelque part au Québec. C'est l'une des propositions.

Il existe une autre proposition, à laquelle le gouvernement précédent a fait la sourde oreille pendant des années et que le premier ministre Filmon tente maintenant de ressusciter et de mener à bonne fin. Il s'agit de l'établissement d'une aluminerie au Manitoba. Cette initiative, financée par des capitaux entièrement différents, selon une démarche tout à fait différente, vise à desservir des marchés très différents. Les deux propositions sont viables dans un pays comme le Canada.